REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 12 au 18 mars 2024

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet PSP : sureté et sécurité portuaire.....2
- SÛRETÉ MARITIME ET PORTUAIRE - La synergie interministérielle à renforcer
- Une réponse à l'insécurité maritime dans la Mer Rouge et l'Est de l'Afrique

1.2 Projet TWENex 7
- Comores : électricité à partir d'effluents d'élevage pour faire fonctionner une chambre froide

1.3 Climat.....9
- Climate Show for youth in IOC countries starts in Seychelles on March 18

1.4 Sécurité alimentaire.....11
- Sécurité alimentaire : les laboratoires des Seychelles travaillent sur de nouvelles méthodes de test avec un expert français

1.5 Justice sociale.....13
- TRAVAIL – La Commission de l'océan Indien et l'Organisation internationale du travail main dans la main pour la promotion de la justice sociale

2. Centres d'Intérêts

2.1 Société.....14
- Zanzibar – Réunion des ministres de la Justice du Commonwealth : Maurice approuve des mesures pour améliorer l'accès du public à la justice

2.2 Economie.....15
- Le Medef prépare une rencontre des entrepreneurs francophones de l'océan Indien

2.3 Energies vertes.....16
- Énergies vertes : La route vers l'indépendance énergétique nécessite un alignement de toutes les forces vives du pays

2.4 Coopération.....17
- Coopération financière I Des chantiers portuaires dans le viseur de la Banque africaine de développement
- Madagascar – Union européenne : La NDICI comme nouvel instrument financier

2.5 Changement climatique.....19
- Changement Climatique Plan de mise en œuvre de kigali : Kavy Ramano prône une réduction progressive des hydrofluorocarbures

SÛRETÉ MARITIME ET PORTUAIRE - La synergie interministérielle à renforcer

Garry Fabrice Ranaivoson-Publié le 15 mars 2024



Sept départements ministériels, dont certains ministres étaient présents hier, sont directement concernés par la sûreté maritime et portuaire.

Plus d'harmonisation, une meilleure coordination entre les acteurs ministériels, voilà le but des deux jours d'échanges qui se tiennent à la salle des conférences du ministère des Affaires étrangères, à Anosy, depuis hier. Il s'agit d'une consultation nationale inter-agences dans le cadre du programme de sécurité portuaire et de sûreté de la navigation maritime au sein de la Commission de l'océan Indien (COI).

Comme l'indique Elayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, le but des deux jours d'échanges à Anosy «est de retravailler ensemble les services nationaux pour une meilleure efficacité». Il ajoute que les discussions devraient déboucher sur «une feuille de route pour l'harmonisation et la coordination en interne [d'abord], et après au niveau régional». Des mots renchéris par le capitaine de vaisseau Jean Edmond Randrianantenaina, directeur général de l'Agence portuaire, maritime et fluviale (APMF).

L'APMF est en première ligne sur le sujet discuté. Selon son directeur général, le but est d'établir une meilleure synergie d'action entre les différents ministères concernés par la sécurité de la navigation maritime et la sûreté portuaire. Il s'agit, entre autres, du ministère des Transports et de la Météorologie, celui des Forces armées, celui de la Sécurité publique, ou encore le ministère des Finances et du Budget, impliqué par le biais de la douane.

Intérêts nationaux

Le ministère de la Santé publique, avec la santé aux frontières, celui de la Pêche, et le ministère délégué chargé de la gendarmerie nationale sont aussi impliqués dans le sujet discuté hier et ce jour à Anosy. La consultation nationale qui se tient à la salle des conférences du ministère des Affaires

étrangères consiste ainsi à faire une évaluation, au niveau national, de la mise en œuvre du programme de sûreté portuaire et de la sécurité maritime.
Pour faire d'une pierre deux coups, outre faire une auto-évaluation, les participants à l'événement à Anosy procéderont à un partage d'expériences, de compétences, et d'informations. L'idée étant toujours de parvenir à une synergie d'action. Hôte de l'événement, Rafaravavitafika Rasata, ministre des Affaires étrangères, quant à elle, met l'accent sur la portée diplomatique du rendez-vous.
«Cela démontre la continuité et la durabilité de la coopération de Madagascar avec ses partenaires. Une coopération qui va dans le sens des besoins de la Grande Île et des intérêts nationaux. Ici, il est question de sécurité maritime et de sûreté aux ports. Des sujets qui revêtent des enjeux majeurs pour Madagascar», déclare la cheffe de la diplomatie malgache.
Garry Fabrice Ranaivoson

Lire aussi :

- https://www.zinfos974.com/coi-atelier-de-consultation-sur-la-securite-portuaire-a-madagascar/
- https://www.msn.com/fr-xl/afrique-centre-et-est/madagascar-actualite/s%C3%BBret%C3%A9-maritime-et-portuaire-la-synergie-interminist%C3%A9rielle-%C3%A0-renforcer/ar-BB1jZbbQ
- https://fr.allafrica.com/stories/202403160139.html
- https://fr.allafrica.com/stories/202403150262.html
- https://www.facebook.com/diplomatie.mg/
- https://drive.google.com/file/d/1Kynhktu-ADiPX5sBsnTqou-RGVmNMSrV/view
- https://midi-madagasikara.mg/surete-portuaire-developpement-dune-plateforme-regionale/
- https://www.lexpress.mg/2024/03/surete-maritime-et-portuaire-la.html
- https://newsmada.com/2024/03/15/secteur-maritime-renforcement-de-la-securite-portuaire/

Témoignages

Une réponse à l'insécurité maritime dans la Mer Rouge et l'Est de l'Afrique

Programme sécurité Portuaire et sûreté de la navigation



Le ministère des Affaires étrangères de Madagascar a accueilli une consultation nationale visant à définir des mesures pour améliorer la surveillance maritime à Madagascar. L'enjeu est de taille comme le confirme les chiffres : à surveiller, ce sont 5 400 km de côtes, une vingtaine de ports, 1 200 000 km² de Zone Économique Exclusive (ZEE), et les 2 millions de km² de Région de Recherche et de Sauvetage (SRR). Cette consultation s'inscrit dans le cadre du programme de sécurité portuaire et de sûreté de la navigation (PSP).

Le programme sécurité Portuaire et sureté de la navigation est coordonné par la COI et mis en œuvre conjointement avec l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). Financé par l'Union européenne à hauteur de 28 millions d'euros, il couvre neuf pays de l'Afrique orientale, de l'Afrique australe et de l'océan Indien. Cette consultation était organisée par la Commission de l'océan Indien (COI), elle avait pour objectif d'instaurer une compréhension commune des progrès et des défis dans la mise en œuvre des activités du PSP, en se basant sur des données et des indicateurs. Cette initiative visait également à renforcer la collaboration avec toutes les parties prenantes concernées vers une approche multi-agences.

La COI organise de telles consultations dans tous les pays de la région, dont les conclusions serviront à élaborer une politique régionale de sécurité portuaire et de sûreté de la navigation. La consultation, qui a duré deux jours, a accueilli six ministres de la République de Madagascar ainsi qu'une quarantaine de responsables des départements concernés.

Son Excellence, Madame RASATA Rafaravavitafika, ministre des Affaires

étrangères de la République de Madagascar, a présidé l'ouverture de la consultation en présence du Secrétaire Général de la Commission de l'océan Indien, Professeur Vêlayoudom MARIMOUTOU, et d'autres dignitaires, notamment l'Honorable SAHIVELO Lala Monja Delphin, ministre des Forces armées, l'Honorable Contrôleur Général de Police, RAKOTOARIMANANA Herilala, ministre de la Sécurité publique, l'Honorable RAKOTONDRAZAKA Andriatsarafara Andriamitovy, ministre délégué en charge de la Gendarmerie nationale, Son Excellence RAMONJAVELO Manambahoaka Valéry, ministre des Transports et de la Météorologie, et Son Excellence MAHATANTE Tsimaoraty Paubert, ministre de la Pêche et de l'Économie bleue.

Sécuriser le développement de l'économie bleue

La consultation a également vu la participation des Chefs d'État-Major de la Marine nationale, de l'Armée de l'Air et de Terre, les Secrétaires généraux et directeurs généraux de ces ministères, ainsi que les directeurs du Centre régional de fusion d'information maritime et du Centre national d'information maritime.

Dans son discours d'ouverture, la ministre des Affaires étrangères a souligné « qu'à travers des initiatives de ce genre, nous sommes là pour continuer à tracer un futur exempt des fléaux, à l'abri de ces menaces et insécurités. Nous continuons à poser les jalons stratégique, technique et opérationnel pour renforcer davantage la sécurité maritime, dont la sécurité portuaire et la sûreté de la navigation, et mettre fin à « la cécité maritime » ».

Pour sa part, Professeur Vêlayoudom Marimoutou affirme « qu'aucun État ne peut à lui seul progresser dans la sécurité des ports et la sûreté de la navigation. En formulant collectivement une ambition forte concernant la sécurité des ports et la sûreté de la navigation, les États de la zone envoient un signal clair à la Communauté internationale sur leur engagement à établir un espace sûr et sécurisé comme garantie d'un développement l'économie bleue dans la région. »

Le directeur de l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale de Madagascar (APMF) instance chargée de mettre en œuvre la politique générale de l'État selon les stratégies adoptées par le ministère en charge des transports concernant le sous-secteur portuaire, maritime et fluvial, est d'avis que l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité portuaire constitue un moyen permettant d'accroître le potentiel des activités économiques légitimes, en réduisant les possibilités offertes aux acteurs illicites d'exploiter les infrastructures portuaires à des fins commerciales illégales.

Routes maritimes stratégiques pour le commerce mondial

La région comprend des routes maritimes essentielles à l'intérêt économique régional et international. La conformité aux normes internationales en matière de sûreté et de sécurité est devenue un aspect important de la sécurité portuaire et sûreté de la navigation.

Ceci est devenu encore plus important avec la résurgence des attaques contre les navires en mer Rouge qui provoquent l'instabilité dans la région.

Il est donc impératif de prendre des mesures concrètes pour répondre à ces problèmes.
C'est l'objectif du Projet de sécurité portuaire (PSP) qui vise à renforcer les institutions de régulation portuaire et en se conformant aux normes internationales. Le projet couvre 9 pays : l'Angola, les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles et la Tanzanie. Le Djibouti et l'Afrique du Sud participent également au projet. Une fois les capacités nationales renforcées, l'objectif principal du PSP est de développer une politique régionale sur la sécurité portuaire et la sûreté de la navigation. Le PSP est financé par l'Union européenne et coordonné par la COI.

Comores : électricité à partir d'effluents d'élevage pour faire fonctionner une chambre froide



Contribuer à l'autonomie énergétique et augmenter les revenus des femmes, des agriculteurs et des pêcheurs

par ***Manuel Marchal***

A Anjouan aux Comores, le projet TWENex de la COI et du Mauritius Research and Innovation Council a soutenu l'installation d'un biodigesteur de 45 mètres cubes. Les effluents d'élevage produiront de l'électricité pour alimenter une chambre froide. Cette initiative contribue à l'autonomie énergétique et permet une alimentation électrique indépendante des défaillances du distributeur d'électricité. Elle est mise en place avec des coopératives d'agriculteurs, des associations de pêcheurs et des organisations de femmes. A quand une telle initiative à La Réunion ?



Vendredi dernier eurent lieu la fin des travaux de construction d'un biodigesteur de 45 mètres cubes à Anjouan aux Comores. L'objectif de cette installation est de transformer les effluents d'élevage de chèvres et de poules pour assurer l'alimentation électrique d'une chambre froide. Ainsi, cet équipement fonctionne avec une ressource produite sur place.

Ceci permet d'une part de contribuer à l'autonomie énergétique. L'électricité utilisée n'est pas produite à partir d'énergies importées.

Plus de panne de courant

Ensuite, c'est le moyen d'avoir une alimentation électrique permanente, indépendante des défaillances du distributeur d'électricité. Lors des cyclones, les Réunionnais ont subi les conséquences de ces défaillances, ainsi que lors de récents pics de consommation.
« Le biodigesteur est mis en place par la BioCom. SARL avec la collaboration de coopératives agricoles, associations de pêcheurs et des communautés de femmes », indique un communiqué de la Commission de l'océan Indien (COI).
Cette initiative soutenue par le projet TWENex, mis en œuvre par la COI et le Mauritius Research and Innovation Council — MRIC, dans le cadre du projet OACPS Research & Innovation Programme sous le financement de l'Union européenne.

Et à La Réunion ?

Une telle installation est particulièrement adaptée à la situation d'agriculteurs réunionnais. Cela peut constituer un débouché pour les effluents d'élevage, donc une valorisation et des revenus supplémentaires pour l'éleveur.
Cela diminuera également l'empreinte carbone d'une coopérative agricole, puisque l'électricité alimentant sa chambre froide sera produite à partir d'une source locale, provenant d'exploitations agricoles.
C'est une illustration d'une nouvelle civilisation qui se construit. Dans ce domaine, l'exemple vient des Comores, pas de l'Europe.

M.M.

Lire aussi :
Projet Twenex Réception d'une partie du biodigesteur

Climate Show for youth in IOC countries starts in Seychelles on March 18

By: **Rita Joubert-Lawen Edited by: Betymie Bonnelame**



Representatives of the Climate Show, Faure, Christmann and Daue, revealed what the programme entails and its aims. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - A group of youth from Seychelles will be the first in the Indian Ocean region to participate in a Climate Show aimed at reaching out to young people and engaging them in a process of active awareness and resilience.

The show will take place from March 18 to 20 March at the NSC Hall on the Seychelles' main island of Mahe. It includes a 45-minute interactive video followed by a 45-minute Post Show focusing on the European Union (EU)-Indian Ocean Commission (IOC) cooperation in environment and climate change.

Representatives of the Climate Show revealed what the programme entails and its aims to the media in a press conference at Docklands Building on Thursday.

"It provides a unique opportunity to actively participate in the debate on climate change and propose solutions to tackle global warming," said Jean-Rémy Daue, the show's representative.

He explained that while members of the public can attend the show on the last day, the first sessions specifically target the youth as they make up more than half the population in the region.

This is the first time that the show is being presented in the Indian Ocean but it has been presented in capital cities in Europe such as Brussels and Bordeaux, pulling in crowds of around 50,000.

The organisers say that since the IOC countries face heightened vulnerability to frequent meteorological and climatic hazards, such as flash

floods, droughts, tropical cyclones, and storm surges, the programmes have been tailored to their specific challenges.
In Seychelles, the two key topics will be Blue Economy and disaster and risk prevention.
It took three years for those behind the project to produce it and it now has various presentations from experts and the use of GAIA - an interactive artificial intelligence.
According to the Climate Show press kit, GAIA engages the audience by inquiring about the prospects of successfully meeting the climate challenge. It also animates the show with the support of a randomly selected audience member seated in a spaceship-like chair.
From Seychelles, the Climate Show will go to Madagascar, Reunion Island and Comoros.
Daue said that they will then make a video of all the concerns raised in the region in the hopes that they will be actioned at a political level.
Those interested to participate, in what the organisers call a playful show that humorously explores our questions and challenges while encouraging audience participation, can register for free at www.theclimateshow.org .

Sécurité alimentaire : les laboratoires des Seychelles travaillent sur de nouvelles méthodes de test avec un expert français

Alisa Uzice Edité par : Betymie Bonnelame



Glaud a déclaré qu'il trouvait les normes très élevées dans les laboratoires des Seychelles. (Agence de presse des Seychelles)

Le personnel des laboratoires du **Bureau des normes des Seychelles** (SBS) et du **Laboratoire de santé publique des Seychelles** (SPHL) a suivi une session de renforcement des capacités de deux semaines avec un expert français en laboratoire et en sécurité alimentaire.

La formation fait partie d'une assistance technique visant à renforcer les capacités des laboratoires des Seychelles travaillant sur le contrôle officiel de la sécurité alimentaire dans le cadre du programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sud-ouest de l'océan Indien (SANOI).

Le directeur général du **Bureau des normes des Seychelles** (SBS), Andy Ally, a déclaré : « Cette formation devrait améliorer l'efficacité du laboratoire SBS et réduire le temps nécessaire à nos techniciens pour effectuer les tests. Cette session a également aidé notre laboratoire chimique en particulier pour valider une nouvelle méthode ISO, qui est une méthode de référence de l'UE pour un nouvel équipement qui effectue des tests d'histamine. Cela nous aidera lorsque nous chercherons une accréditation supplémentaire plus tard cette année pour ce test spécifique.

Le programme régional pour la sécurité alimentaire et la nutrition mis en œuvre par la délégation de l'UE à Maurice et aux Seychelles et la **Commission de l'océan Indien** vise à réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans la région de l'océan Indien.

Il est financé par l'Union européenne au titre du 11 ème Fonds européen de développement (FED), en partenariat avec la **Commission de l'océan Indien** (COI).

Ally a confirmé qu'il y aura d'autres séances de formation dans le cadre de ce programme à l'avenir.

L'animateur de la formation, qui s'est terminée vendredi, Benoit Glaud, directeur du développement des laboratoires d'analyse, basé en France,

possède plus de 20 ans d'expérience dans les laboratoires de chimie analytique, de microbiologie, de matériaux et pharmaceutique.



La formation devrait améliorer l'efficacité du laboratoire SBS et réduire le temps néces
techniciens pour effectuer les tests. (Agence de presse des Seychelles) Licence photo :

Glaud a déclaré aux journalistes : « Les normes dans les laboratoires aux Seychelles que j'ai trouvés sont très élevées. Je visite des laboratoires presque tous les mois partout dans le monde en Europe, en Asie et en Afrique, et le niveau ici est très bon. Ce laboratoire a déjà été accrédité depuis plusieurs années depuis 2017 et ce que nous faisons maintenant, c'est nous appuyer sur ces bons niveaux pour fournir davantage de paramètres.

Il a déclaré que lors de la formation, « nous avons expliqué comment procéder à la validation des méthodes, pour vérifier l'exactitude, la précision, le niveau de détection, le niveau de quantification et également l'incertitude de mesure. C'est l'une des exigences clés. pour un laboratoire accrédité et quand vous parvenez à faire une validation de méthode, cela signifie que vous faites partie de ce club de bons laboratoires reconnus internationalement.

Glaud a ajouté : « Nous essayons toujours de nous améliorer, en mettant en place de nouvelles méthodes qui peuvent fournir des résultats plus rapidement. Nous avons analysé l'histamine dans les poissons en essayant de mettre en place la méthode de référence de l'UE afin que le résultat de l'histamine puisse être accepté plus facilement par l'UE. acheteurs."

Le programme comprenait un volet sanitaire et phytosanitaire, qui devrait contribuer au renforcement et à l'harmonisation de leurs normes dans la région et au développement d'un réseau de laboratoires de contrôle de qualité et de surveillance dans les États membres de la COI.

L'une des techniciennes de laboratoire du SBS, Cheris Benstrong, a déclaré : "Le travail de laboratoire stagne parfois, c'est pourquoi ces types de formation sont très importants même si la formation peut être similaire, nous pouvons élargir les sujets et les approfondir."

TRAVAIL – La Commission de l'océan Indien et l'Organisation internationale du travail main dans la main pour la promotion de la justice sociale



Antananarivo, 14 Mars, 7h55 – La Commission de l'océan Indien entre dans la danse. Vêlayoudom Marimoutou , le secrétaire général de la COI actuellement à Madagascar s'est entretenu mardi avec Frederick Muia, directeur du Bureau de Pays de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles. Pour cause, la COI décide d'intégrer la coalition mondiale pour la justice sociale, la plateforme créée par l'OIT pour susciter les engagements et les investissements mais aussi les actions concrètes en faveur de la justice sociale et le travail décent dans le monde.
"Je voulais vous remercier d'avoir répondu positivement favorablement à l'invitation du directeur général du BIT pour rejoindre la Coalition mondiale pour la justice sociale", a notamment lancé Frederick Muia a son interlocuteur.

Zanzibar – Réunion des ministres de la Justice du Commonwealth : Maurice approuve des mesures pour améliorer l'accès du public à la justice

Les pays du Commonwealth, dont Maurice, ont approuvé une nouvelle série de mesures lors de la réunion des ministres de la Justice du Commonwealth, à Zanzibar, visant à améliorer l'accès des personnes à la justice. Ces mesures sont le résultat de quatre jours de délibérations entre les ministres concernés lors de leur réunion biennale en Tanzanie. Ils ont également été guidés par les contributions de diverses parties prenantes, notamment de personnes handicapées, de représentants de la société civile et d'innovateurs de premier plan dans le secteur juridique.

Dans le cadre de ces mesures, les ministres de la Justice ont décidé d'intensifier leurs efforts pour éliminer les obstacles à l'accès à la justice et répondre aux besoins juridiques de tous leurs citoyens. Les principales dispositions comprennent l'amélioration de l'accès à la justice pour les personnes handicapées, une loi type sur les actifs virtuels, un nouveau plan d'action pour protéger les femmes contre la violence en ligne ainsi qu'une proposition visant à éliminer la législation discriminatoire fondée sur le sexe. Les ministres se sont également félicités d'un éventail de nouvelles ressources juridiques du Commonwealth, notamment un guide de médiation, une application de la Cour des petites créances pour le règlement des différends et une base de données pour la coopération en matière pénale. En outre, ils ont adopté les lignes directrices du Commonwealth sur le traitement des preuves électroniques dans les procédures pénales, conçues pour offrir aux pays membres un cadre pour l'élaboration de la législation nationale.

Pour appuyer la mise en œuvre de ces mesures, les ministres ont demandé au Groupe d'action des ministres de la Justice du Commonwealth de rendre compte des progrès accomplis lors de la prochaine réunion. La déclaration finale publiée par les ministres, représentant un tiers de l'humanité, a été résumée à l'issue de leur réunion du 8 février dernier.
Suite de l'article

Le Medef prépare une rencontre des entrepreneurs francophones de l'océan Indien



Fabrice Le Saché, vice-président et porte-parole national du Medef, s'attache à activer la « francophonie économique ». Le Medef Réunion est sur la même ligne. ©Medef

Didier Fauchard, le président du Medef Réunion, admet que le dossier n'est pas simple, mais il a bon espoir de le faire aboutir au 3ème trimestre 2024 : La Réunion pourrait accueillir les premières rencontres des entrepreneurs francophones de l'océan Indien. Elles regrouperaient des chefs d'entreprise des pays membres de la Commission de l'océan Indien, mais aussi de Mayotte et de Djibouti, avec des invités du Kenya, du Mozambique et de Tanzanie. Depuis 2021, sous l'impulsion de son vice-président Fabrice Le Saché, le Medef national s'investit dans la « francophonie économique », estimant qu'il revient aux entreprises, plutôt qu'aux États, de s'emparer de ce sujet (voir L'Éco austral n°360). Le Medef Réunion souhaite s'inscrire dans cette dynamique, tout comme il a fait de l'export un de ses axes d'action prioritaires pour 2024. Le syndicat patronal envisage ainsi de mettre sur pied une mission de prospection en Namibie.

Didier Fauchard a filé la métaphore sportive, le 1er février, en présentant sa feuille de route pour cette année olympique. La promotion du sport en entreprise fait d'ailleurs partie des actions programmées cette année, parmi de nombreuses autres visant à lutter contre les addictions, le burn-out, l'illettrisme et l'illectronisme. Le Medef a aussi l'ambition de doubler le nombre de contrats Gadiamb (de 250 à 500) pour des jeunes sans emploi ni diplôme, de travailler sur la santé du dirigeant et d'accompagner les actions du mouvement Femmes du Medef, porté par sa vice-présidente Shenaz Zadvat.

Le syndicat annonce d'autre part une déconnexion de son concours Medef Business Awards RSE de son assemblée générale annuelle, afin de donner davantage de visibilité aux entreprises lauréates. L'accompagnement des entreprises dans la transition environnementale reste l'une de ses priorités, tout comme le soutien aux entreprises en difficulté, dont le nombre est appelé à grossir ces prochains mois. Le Medef annonce enfin des actions de vulgarisation sur les thèmes de l'intelligence artificielle, « pour s'approprier les opportunités de cette lame de fond ».

Énergies vertes : La route vers l'indépendance énergétique nécessite un alignement de toutes les forces vives du pays



APRÈS seulement cinquante-six années d'indépendance, nous pouvons constater et nous réjouir que notre pays ait fait de très grandes avancées et a notamment atteint un développement économique et social tout à fait remarquable grâce au travail des Mauriciens et des diverses politiques menées ces dernières décennies, permettant au pays de se rapprocher des pays à haut revenu et ce malgré la taille modeste de son territoire ainsi que son isolement géographique.

L'île Maurice dispose aujourd'hui d'infrastructures de très bon niveau par rapport à ses homologues africains ou d'autres petits États insulaires en développement (PEID ou SIDS) et continue à investir dans les infrastructures modernes dont elle va avoir besoin pour pérenniser ce développement sur les prochaines décennies.

L'attractivité du pays, la stabilité de ses institutions et de son cadre légal ainsi que l'alignement sur les standards internationaux, notamment financiers, ont permis de faire de Maurice une place réputée, d'attirer de nombreux investissements étrangers et en s'ouvrant ainsi au monde de créer les conditions requises à ce miracle mauricien.

Ce développement s'est assez logiquement fait au détriment d'espaces naturels désormais restreints, d'une densification des constructions et au prix d'un coût énergétique important pour le pays tant pour la construction des infrastructures que par les importants besoins en termes de transport local et pour assurer sa connectivité aérienne au reste du monde.

Suite de l'article

Coopération financière I Des chantiers portuaires dans le viseur de la Banque africaine de développement

A.S. Kemba



L'institution panafricaine compte financer les travaux d'extension et de mise aux normes du port de Moroni, mais aussi le chantier de construction du port de Domoni à Ndzuani ainsi que la réhabilitation de celui de Boingoma à Mwali. Des techniciens comoriens et ceux de la Bad ont travaillé pendant deux semaines pour arrêter le cadre et les modalités de financement des futurs chantiers.

Le gouvernement comorien et la Banque africaine de développement (Bad) ont signé, vendredi 15 mars, «une aide-mémoire» qui pose les bases d'un futur plan de financement des chantiers de réhabilitation et d'extension du port de Moroni et de construction du port de Domoni à Ndzuani. Les participants ont annoncé que l'institution continentale est également partie prenante dans le plan de rénovation du port de Boingoma sur l'île de Mwali avec d'autres partenaires dont la Banque mondiale. La cérémonie de signature du document a été organisée au ministère des Finances en présence d'un représentant de la Bad, Gérard Nimpa, en charge de la gestion des projets d'infrastructures de transport à la Bad et des secrétaires généraux des ministères des Finances et des Transports maritimes, Ahmed Yahya et Ali Mohamed Abdallah. Suite de l'article

Madagascar – Union européenne : La NDICI comme nouvel instrument financier



Une coopération au beau fixe entre Madagascar et l'Union européenne

La coopération entre l'Union européenne et Madagascar se renforce. Une délégation de l'Union européenne conduite par son ambassadeur, Isabelle Delattre, a rencontré, avant-hier, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, le 14 mars 2024.

Une occasion, notamment, pour les deux parties de faire un tour d'horizon sur le partenariat qui sera dorénavant régi par un nouvel instrument financier dénommé Neighbourhood Development and International Cooperation Instrument ou NDICI.

70,8 milliards d'euros

Adopté par le Parlement européen l'année dernière ; ce nouvel instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale, soutient l'action de l'UE pour défendre et promouvoir ses intérêts et ses valeurs dans le monde. Il est doté d'un budget de 70,8 milliards d'euros sur la période 2021-2027, et remplace le Fonds Européen de Développement (FED), l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP), l'Instrument de Coopération au Développement (ICD), l'Instrument de Partenariat (IP), l'Instrument Européen de Voisinage (IEV) et l'Instrument européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH). Cette fusion a pour objectif de faciliter l'engagement de l'UE à l'international en lui offrant plus de flexibilité financière dans ses actions. Pour la Grande Île l'entrée en vigueur de ce nouvel instrument sera bien évidemment bénéfique pour la poursuite de la coopération jusqu'ici régie par le FED qui est actuellement à sa 11éme édition. **Suite de l'article**

Changement Climatique Plan de mise en œuvre de kigali : Kavy Ramano prône une réduction progressive des hydrofluorocarbures



« La plupart des hydrofluorocarbures (HFC), couramment utilisés dans les secteurs de la réfrigération, de la climatisation et de la fabrication, ont un potentiel de réchauffement climatique élevé, entraînant des répercussions néfastes sur la couche d'ozone et sur la population dans son ensemble. Par conséquent, la préparation du Kigali Implementation Plan (KIP) constitue une étape importante vers la réduction progressive des hydrofluorocarbures. » Cette déclaration a été faite par le ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, Kavy Ramano, hier, à l'ouverture d'un atelier de deux jours sur le KIP.

Le ministre Ramano indique que depuis 1992, Maurice s'est engagée dans la réduction progressive de la production et de la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone, notamment les chlorofluorocarbures (CFC) et les hydrochlorofluorocarbures (HCFC), dans le cadre du Protocole de Montréal.
Il ajoute qu'en 2019, le pays a ratifié l'Amendement de Kigali, affirmant que des efforts substantiels ont été entrepris, avec l'aide de partenaires locaux et internationaux, dans le déploiement de technologies alternatives et l'adoption de pratiques durables, notamment dans les secteurs de la réfrigération et de la climatisation.
Les émissions de HFCdevraient connaître une augmentation de 30 % d'ici 2030. À ce titre, il a fait état de l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal en 2016 qui servira de feuille de route globale pour réduire les niveaux de HFC de 10 % en 2029, 30% en 2035, 50% en 2040 et 80% d'ici 2045. Le gel de la production et de la consommation est attendu à partir de 2024, fait-il comprendre. **Suite de l'article**